

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2025-07-31-00003

arrêté préfectoral portant prescriptions
complémentaires à la société LINDE FRANCE
pour l'exploitation de son usine de production,
de conditionnement et d'entreposage de gaz
industriels et médicaux située sur le territoire de
la commune de Porcheville (78440)

ARRÊTÉ
préfectoral portant prescriptions complémentaires
à la société LINDE FRANCE pour l'exploitation de son usine de production,
de conditionnement et d'entreposage de gaz industriels et médicaux
située sur le territoire de la commune de Porcheville (78440)

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

VU l'article L. 311-1 du code de l'énergie,

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 modifié relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d) ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des

conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD ») ;

VU l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques n° 4440, 4441 ou 4442 ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1992 autorisant la société AGA à exploiter à PORCHEVILLE des activités de fabrication, conditionnement et stockage d'hydrogène ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03-114/DUEL du 2 juin 2003 autorisant la société LINDE FRANCE à poursuivre l'exploitation de son centre de production, conditionnement et entreposage de gaz à usage industriel, sur la commune de Porcheville (78440), 3 avenue Ozanne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013254-0001 du 10 septembre 2013 autorisant la société LINDE FRANCE à poursuivre l'exploitation de son centre de production, conditionnement et entreposage de gaz à usage industriel, sur la commune de Porcheville (78440), 3 avenue Ozanne ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014107-0001 du 17 avril 2014 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2013254-0001 du 10 septembre 2013 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°78-2021-04-15-00012 du 15 avril 2021 prescrivant à la société LINDE FRANCE de déposer un nouveau dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour son site de Porcheville, 3 avenue Ozanne ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU l'arrêté préfectoral n°78-2024-03-04-00004 du 4 mars 2024 portant délégation de signature du Préfet des Yvelines à Monsieur Victor DEVOUGE, secrétaire général de la préfecture des Yvelines, sous-préfet de Versailles ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 juin 2024 portant prolongation du délai de la phase d'examen de la demande d'autorisation environnementale porté par la société LINDE ;

- VU** l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de quarante-quatre jours du 5 décembre 2024 au 17 janvier 2025 inclus sur le territoire des communes de Porcheville, Limay et Guitrancourt ;
- VU** l'arrêté du 26 novembre 2024 rectificatif de l'arrêté du 4 novembre 2024 portant ouverture de l'enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société LINDE FRANCE relative aux évolutions des installations exploitées à Porcheville (78440) 3 avenue Ozanne ;
- VU** la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** la lettre préfectorale du 16 septembre 2016 prenant acte du classement du site au titre de la nomenclature des installations classées ;
- VU** le courrier émis par LINDE FRANCE en date du 4 novembre 2016 notifiant l'inspection de la cessation de l'unité de production d'hydrogène gazeux par électrolyse ;
- VU** l'autorisation de déversement des eaux dans le système de collecte et de traitement accordée à LINDE FRANCE par la mairie de Porcheville en date du 17 novembre 2016 ;
- VU** le courrier émis par LINDE FRANCE en date du 8 janvier 2017 portant à la connaissance de l'inspection le projet de modification de la zone de stockage des paniers et emballages vides en surplus (« stockage 500 ») ;
- VU** le courrier adressé par l'inspection à LINDE FRANCE en date du 23 novembre 2020 formalisant l'avis de l'inspection sur le complément de l'étude de dangers et sur les évolutions du site ;
- VU** la demande du 9 décembre 2022, complétée les 29 janvier 2024, 4 juin 2024 et 25 septembre 2024, présentée par la société LINDE FRANCE dont le siège social est situé 70 avenue Tony Garnier, Les Jardins du Lou, Bâtiment 5, 69007 Lyon 07, à l'effet d'obtenir l'autorisation de continuer d'exploiter une usine de production, conditionnement et entreposage de gaz industriels et médicaux située au 3 avenue Ozanne – ZI Limay-Porcheville – 78440 Porcheville ;
- VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- VU** l'avis n° MRAE APJIF-2024-053 en date du 7 août 2024 de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France ;
- VU** le mémoire de l'exploitant en date du 25 septembre 2024 en réponse à l'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France ;
- VU** l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis d'enquête publique réalisé dans les communes de Porcheville, Fontenay-Saint-Père, Gargenville, Guerville, Guitrancourt, Issou, Limay, Mézières-sur-Seine, Mantes-la-Jolie et Mantes-la-Ville ;
- VU** la publication de l'avis d'enquête publique dans deux journaux locaux en date du 20 novembre 2024 et du 11 décembre 2024 ;

VU l'accomplissement des formalités de publication de l'avis d'enquête publique et du dossier soumis à l'enquête publique sur le site internet de la préfecture ;

VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de Guerville et de Mézières-sur-Seine ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 25 avril 2025 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) émis lors de sa séance du 6 mai 2025 ;

VU les observations émises par LINDE FRANCE par courriel du 6 mai 2025 ;

Vu le courrier de LINDE FRANCE du 14 mai 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 19 mai 2025 ;

VU le courrier en date du 28 mai 2025 référencé DL202505 par lequel l'exploitant a présenté ses observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 29 juillet 2025 établi après examen des observations formulées par le porteur de projet ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application de la règle de cumul mentionnée à l'article R. 511-11 du code de l'environnement afin de déterminer le classement Seveso du site, il s'avère que les évolutions envisagées feraient basculer le site en Seveso Seuil Haut ;

CONSIDÉRANT que toutefois, afin d'éviter ce basculement, la société LINDE FRANCE a souhaité appliquer la règle des 2 % dans le calcul du cumul Seveso Seuil Haut prévue au e) de l'article R.511-11 du code de l'environnement, qui consiste à écarter certains petits volumes de produits dangereux de la détermination du statut Seveso s'ils ne peuvent être source d'accident majeur ;

CONSIDÉRANT que LINDE FRANCE a justifié sa demande en apportant tous les éléments mentionnés au II de l'article R. 515-86 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que par conséquent, le site reste classé sous le régime de l'autorisation avec le statut Seveso Seuil Bas ;

CONSIDÉRANT que compte-tenu du démantèlement de l'électrolyseur notifié en 2016, il n'existe plus de rejet d'eaux usées industrielles liés à cette activité, et qu'il est proposé par l'inspection des installations classées de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant (dans le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé) relative à l'abandon du suivi des eaux usées industrielles au niveau de l'électrolyseur ;

CONSIDÉRANT que les campagnes de mesures des niveaux de bruit réalisées en 2005, 2011 et juin 2023 montrent des dépassements des valeurs réglementaires, que l'exploitant a identifié des pistes pour améliorer la situation, que les résultats d'une nouvelle campagne réalisée en février 2025, transmis à l'inspection des installations classées le 7 mai 2025 font apparaître des non-conformités avant la mise en œuvre de ces modifications, il est proposé par l'inspection des installations classées de prescrire la réalisation d'une nouvelle campagne des niveaux sonores et de l'émergence à l'issue de ces modifications ;

CONSIDÉRANT que dans son avis du 7 août 2024 susvisé, l'Autorité environnementale ayant recommandé que l'exploitant mesure les taux de concentration en NO₂ sur le site de l'usine et dans son environnement, il est proposé de prescrire à l'exploitant une campagne de mesures en des points représentatifs des rejets diffus en NO₂ générés par les installations ;

CONSIDÉRANT que l'étude de dangers identifie de nombreux scénarios qui génèrent des effets sur la vie humaine à l'extérieur des limites du site (accidents dits majeurs) ;

CONSIDÉRANT que certaines des mesures de réduction des risques présentées par l'exploitant concernent la future installation photovoltaïque, et qu'il est proposé par l'inspection des installations classées de rendre applicables des prescriptions relatives à l'exploitation de cette installation afin d'en maîtriser les risques et les impacts, notamment :

- respect des prescriptions issues de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé ;
- mise à disposition des pompiers d'un plan de masse du site recensant les installations photovoltaïques et les cheminements entre les lignes des panneaux du parc au sol.

CONSIDÉRANT que certaines substances toxiques mises en œuvre au sein des installations peuvent, en cas d'accident, atteindre des zones occupées par des tiers, et qu'il convient que l'exploitant prévoit des moyens de mesures adaptés à une telle situation, qu'il est proposé par l'inspection des installations classées de fixer des prescriptions complémentaires sur ce point ;

CONSIDÉRANT que les dispositifs de secours de l'alimentation électrique des mesures de maîtrise des risques ont un rôle stratégique dans le maintien en sécurité du site en cas de coupure, qu'il est proposé par l'inspection des installations classées de mettre à jour les prescriptions actuellement applicables, comme suit :

- tenue d'une liste des dispositifs de secours électrique ;
- vérification et essai périodique de ces dispositifs ;
- formalisation des procédures de basculement vers l'alimentation électrique de secours ;
- formation du personnel aux actions manuelles de maintien de l'alimentation électrique.

CONSIDÉRANT que les modifications apportées au site depuis 2013 concerne notamment la réorganisation des stockages, il est proposé par l'inspection des installations classées de modifier en conséquence les prescriptions applicables en la matière aux installations (en particulier pour les ateliers de conditionnement situés sur la partie Nord du site) ;

CONSIDÉRANT que les besoins en eau d'extinction d'incendie des installations ont été ré-évalués par l'exploitant dans son dossier ;

CONSIDÉRANT que selon l'étude de dangers de l'exploitant, le centre pénitentiaire pour mineurs de Porcheville est atteint, en cas d'accident, par des effets de surpression indirects (bris de vitre), il est proposé de prescrire à l'exploitant de réaliser une campagne d'information particulière visant cet établissement tenant compte de sa situation spécifique et plus particulièrement des difficultés à évacuer ou confiner ses occupants ;

CONSIDÉRANT qu'il a été établi par l'exploitant que le caractère de résistance au feu des murs des bâtiments est différent de celles prescrites (hormis pour le bâtiment INOMAX), qu'il est proposé par l'inspection des installations classées de prescrire la réalisation d'une évaluation précise de la conformité des bâtiments aux prescriptions en matière de dispositions constructives fixées par l'article 59 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2013 (ou dispositions les remplaçant dans le présent arrêté), et le cas échéant, d'un planning de travaux de mise en conformité ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'ayant pas pu présenter de projet de capacité de confinement des eaux d'extinction incendie acceptable par le SDIS, il est proposé de prescrire la mise en œuvre sous six mois de capacités suffisantes de confinement des eaux incendie, et dans l'attente, la mise en œuvre de mesures compensatoires ;

CONSIDÉRANT que, depuis le démantèlement de l'électrolyseur en 2016, il n'y a plus d'activités de production d'hydrogène sur le site, et que par ailleurs les activités de remplissage de camions-batteries ont également cessé, il convient en conséquence d'adapter les prescriptions applicables aux installations (le seul risque mettant en jeu l'hydrogène étant lié à l'activité d'emplissage de bouteilles depuis des camions-batteries et dans une moindre mesure à la charge des batteries des chariots de manutention ainsi qu'aux dispositifs de secours électrique) ;

CONSIDÉRANT que l'étude de dangers ayant fait l'objet d'une révision significative, il est proposé par l'inspection des installations classées de mettre à jour les prescriptions applicables, notamment concernant :

- l'arrêt et la mise en sécurité des installations (sauf justification de l'efficacité et de la disponibilité de mesures compensatoires) en cas d'indisponibilité de MMR ;
- la présence d'une tuyauterie d'hydrogène reliant les sites Nord et Sud partiellement enterrée (prescriptions quant à ses caractéristiques, sa localisation et son entretien).
- la transmission de la nouvelle version du plan d'opération interne ;
- le contrôle des accès et le gardiennage.

CONSIDÉRANT que dans son étude de dangers, LINDE FRANCE indique que son plan d'opération interne sera mis à jour notamment à la suite de l'implantation des équipements photovoltaïques sur le site, et qu'il sera prévu d'y intégrer un chapitre spécifique pour un départ de feu sur un équipement photovoltaïque ainsi qu'une procédure vis-à-vis des produits de décomposition d'incendie ;

CONSIDÉRANT que l'installation de panneaux photovoltaïques au droit de la parcelle cadastrale AK n° 86, même si elle ne correspond pas à une imperméabilisation *stricto sensu*, impacte toutefois l'infiltration des eaux pluviales à cet emplacement, et que cet impact doit être étudié et, le cas échéant, des mesures compensatoires être mises en place ;

CONSIDÉRANT qu'en raison de l'évolution du cadre réglementaire applicable, il est proposé par l'inspection des installations classées prescrire à LINDE FRANCE des mesures concernant l'autorisation de déversement des eaux dans le système de collecte et de traitement susvisée ;

CONSIDÉRANT que, dans ses observations susvisées sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis, LINDE FRANCE indique que les chaudières fioul historiquement utilisées au sein des installations ont été mises à l'arrêt, et qu'il convient par conséquent d'en tenir compte dans les prescriptions encadrant les activités exercées sur le site de Porcheville ;

CONSIDÉRANT que, dans ses observations susvisées sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis, LINDE FRANCE indique que les ateliers de charge des chariots de manutention sont situés en extérieur, et qu'il convient par conséquent d'en tenir compte dans les prescriptions encadrant les activités exercées sur le site de Porcheville ;

CONSIDÉRANT que, dans ses observations susvisées sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis, LINDE FRANCE fait part à l'inspection des installations classées de difficultés à réaliser les études et travaux prescrits en matière d'amélioration des propriétés des bâtiments et locaux

dans les délais, en raison d'une disponibilité insuffisante des prestataires requis sur la période considérée ;

CONSIDÉRANT que, dans ses observations susvisées sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis, LINDE FRANCE fait part à l'inspection de délais incompressibles dans la mise en place de capacités supplémentaires de confinement des eaux d'extinction ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et qu'elles sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet présenté et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement et de réduction prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

Table des matières

TITRE I - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES	13
Article 1. Titulaire de l'autorisation.....	13
Article 2. Nature des installations autorisées.....	13
Article 3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement.....	14
Article 4. Localisation et surface occupée par les installations.....	14
Article 5. Conformité au dossier et modifications	14
Article 6. Cessation d'activité et remise en état.....	15
Article 7. Équipements abandonnés.....	15
Article 8. Respect des autres législations et réglementations	15
TITRE II - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT	16
Article 9. Contrôles et analyses (inopinés ou non).....	16
Article 10. Objectifs généraux.....	16
Article 11. Consignes d'exploitation.....	16
Article 12. Réserves de produits	17
Article 13. Intégration dans le paysage	17
Article 14. Dangers ou nuisances non prévenus.....	17
Article 15. Documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées	17
TITRE III - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	18
Article 16. Généralités.....	18
Article 17. Interdiction de brûlage à l'air libre.....	18
Article 18. Odeurs	18
Article 19. Voies de circulation.....	18
Article 20. Prévention de la pollution accidentelle	18
Article 21. Rejets gazeux des procédés et stockages cryogéniques.....	19
Article 22. Surveillance de l'impact des activités sur la qualité de l'air.....	19
Article 23. Mise à jour de l'étude d'impact.....	19
TITRE IV - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	20
Article 24. Prélèvements d'eau.....	20
Article 25. Consommations	20
Article 26. Collecte des effluents liquides	20
Article 27. Plan des réseaux	20
Article 28. Entretien et surveillance.....	21
Article 29. Isolement avec les milieux	21
Article 30. Identification des effluents.....	21

Article 31. Collecte des effluents	22
Article 32. Gestion des ouvrages de traitement	22
Article 33. Entretien et conduite des installations de traitement.....	22
Article 34. Caractéristiques générales des rejets.....	23
Article 35. Aménagement des points de prélèvement.....	23
Article 36. Gestion des eaux susceptibles d'être polluées	23
Article 37. Valeurs limites d'émissions des eaux susceptibles d'être polluées.....	24
Article 38. Valeurs limites d'émissions des eaux industrielles.....	24
Article 39. Convention de déversement dans un réseau urbain	24
Article 40. Autosurveillance	25
Article 41. Amélioration de la gestion des eaux pluviales.....	25
TITRE V - DÉCHETS	26
Article 42. Limitation de la production de déchets	26
Article 43. Séparation des différents déchets	26
Article 44. Entreposage des déchets	26
Article 45. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement	26
Article 46. Gestion des déchets à l'intérieur de l'établissement.....	27
Article 47. Transport	27
TITRE VI - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS	28
Article 48. Dispositions générales	28
Article 49. Véhicules et engins.....	28
Article 50. Appareils de communication	28
Article 51. Valeurs limites d'émergence	28
Article 52. Niveaux de bruit en limite de propriété	28
Article 53. Vibrations	29
Article 54. Mesure des niveaux sonores	29
TITRE VII - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	30
Chapitre VII-1 - Généralités.....	30
Article 55. Gestion de la prévention des risques	30
Article 56. Localisation des risques.....	30
Article 57. État des stocks des produits dangereux	30
Article 58. Propreté des installations.....	30
Article 59. Contrôle des accès – Gardiennage.....	30
Article 60. Mesures de maîtrise des risques.....	31
Article 61. Équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité	31
Article 62. Circulation dans l'établissement.....	31

Chapitre VII-2 - Dispositions constructives	32
Article 63. Conception des bâtiments et locaux	32
Article 64. Amélioration des propriétés des bâtiments et locaux	32
Article 65. Accès des services de secours.....	33
Article 66. Désenfumage	33
Chapitre VII-3 - Dispositions de prévention des accidents.....	34
Article 67. Matériels utilisables en atmosphère explosible	34
Article 68. Installations électriques	34
Article 69. Protection contre la foudre	34
Article 70. Ventilation des locaux	34
Article 71. Utilités.....	34
Article 72. Conception des bouteilles	35
Article 73. Matériels	35
Article 74. Transport, chargement - déchargement.....	35
Article 75. Produits incompatibles.....	35
Article 76. Signalisation des vannes et tuyauteries	36
Article 77. Rétentions	36
Article 78. Confinement des eaux susceptibles d'être polluées	36
Article 79. Niveau de remplissage.....	37
Article 80. Bilan annuel	37
Article 81. Fiches de données de sécurité.....	37
Article 82. Consignes d'exploitation.....	37
Article 83. Surveillance des installations.....	37
Article 84. Dispositif de conduite	37
Article 85. Vérifications périodiques.....	38
Article 86. Consignes de sécurité.....	38
Article 87. Systèmes d'alarme et de mise en sécurité	38
Article 88. Organisation en matière de sécurité	39
Article 89. Travaux.....	39
Article 90. Interdiction de feux	39
Article 91. Formation du personnel	40
Article 92. Surveillance et détection	40
Article 93. Vent.....	41
Article 94. Ressource en eau.....	41
Article 95. Moyens de lutte contre l'incendie	41
Article 96. Vérification des moyens de lutte contre l'incendie.....	42

Article 97. Moyens de lutte en cas de fuite toxique	42
Article 98. Consignes générales d'intervention	42
Article 99. Plan d'opération interne	43
Article 100. Information des installations classées du voisinage	43
Article 101. Information préventive des populations pouvant être affectées par un accident	43
TITRE VIII - DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS.....	45
Chapitre VIII.1 - Charge d'accumulateurs.....	45
Article 102. Respect des textes applicables	45
Chapitre VIII.2 - Compression d'hydrogène.....	45
Article 103. Local de compression d'hydrogène.....	45
Article 104. Équipements de compression d'hydrogène.....	45
Chapitre VIII.3 - Salle des machines de l'unité de production des gaz de l'air	46
Article 105. Local.....	46
Article 106. Équipement	46
Article 107. Exploitation	46
Chapitre VIII.4 - Installations de réfrigération à l'ammoniac.....	47
Article 108. Généralités.....	47
Article 109. Équipements sous pression	48
Article 110. Zone de dangers.....	48
Article 111. Détections	49
Article 112. Chargement et vidange.....	49
Chapitre VIII.5 - Conditionnement des bouteilles et cadres	50
Article 113. Implantation et aménagement	50
Article 114. Exploitation.....	50
Article 115. Emplissage d'hydrogène.....	51
Article 116. Compression des gaz.....	51
Chapitre VIII.6 - Stockage extérieur en bouteilles et cadres	52
Article 117. Implantation et aménagement	52
Chapitre VIII.7 - Stockage de gaz en réservoirs cryogéniques fixes.....	52
Article 118. Stockages en réservoirs cryogéniques fixes	52
Article 119. Chargement et déchargement de camions-citernes à partir des réservoirs cryogéniques	52
Chapitre VIII.8 - Tuyauterie d'alimentation en hydrogène de l'unité de séparation des gaz de l'air	53
Article 120. Caractéristiques de la tuyauterie	53

Article 121. Localisation et entretien de la tuyauterie	53
Chapitre VIII.9 - Fabrication, conditionnement et stockage du gaz INOMAX.....	53
Article 122. Dispositions constructives	53
Article 123. Organisation des stockages.....	53
Chapitre VIII.10 – Atelier de conditionnement et de stockage des gaz médicaux	53
Article 124. Organisation des stockages au sein de l’atelier de conditionnement et de stockage des gaz médicaux.....	53
Chapitre VIII.11 - Installations photovoltaïques.....	54
Article 125. Description des installations.....	54
Article 126. Respect des textes applicables	54
Article 127. Plan des installations.....	54
TITRE IX - ECHEANCES.....	55
TITRE X DISPOSITIONS FINALES	57
Article 128. Délais et voies de recours.....	57
Article 129. Publicité	57
Article 130. Exécution	58

TITRE I - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1. Titulaire de l'autorisation

La société LINDE FRANCE, dont le siège social est situé 70 avenue Tony Garnier, Les Jardins du Lou, Bâtiment 5, 69007 Lyon 07, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation du site sis 3 avenue Ozanne - ZI Limay-Porcheville - 78440 Porcheville.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2013254-001 du 10 septembre 2013 et de l'arrêté préfectoral n° 2014107-0001 du 17 avril 2014 sont abrogées.

Article 2. Nature des installations autorisées

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale	Régime de classement (*)
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux	/	A
4130-3	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation	Voir annexe confidentielle	A
4715	Hydrogène	Voir annexe confidentielle	A
4719	Acétylène	Voir annexe confidentielle	A
4725	Oxygène	Voir annexe confidentielle	A
4735-1	Ammoniac Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg	Voir annexe confidentielle	A
4310-2	Gaz inflammables catégorie 1 et 2	Voir annexe confidentielle	DC
4735-2	Ammoniac Pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg	Voir annexe confidentielle	DC
4442	Gaz comburants catégorie 1	Voir annexe confidentielle	D
2910	Combustion	Un brûleur gaz (800 kW) pour l'évaporation de l'oxygène liquide en secours du pipeline	NC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge) Lorsque la charge produit de l'hydrogène	50,6 kW	D
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	Voir annexe confidentielle	NC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	Voir annexe confidentielle	NC
4737	Sulfure d'hydrogène	Voir annexe confidentielle	NC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique), NC (Non classé)

Les quantités maximales autorisées des rubriques du tableau ci-dessus sont précisées à l'annexe confidentielle du présent arrêté.

L'établissement relève du statut « Seveso Seuil Bas » prévu par la nomenclature fixée par l'article R. 511-9 du code de l'environnement.

L'établissement est Seveso Seuil Bas :

- par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement pour la rubrique 4725 ;
- par la règle de cumul seuil bas mentionnée au II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

Article 3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration ou à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à déclaration ou à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté (la prescription la plus contraignante s'applique).

Article 4. Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles AK n° 81, 86, 88 et 133 de la commune de Porcheville et occupent une surface totale de 54 300 m².

Article 5. Conformité au dossier et modifications

L'exploitant est tenu d'exploiter ses installations conformément aux plans et données techniques et organisationnelles contenues dans le dossier de demande d'autorisation et ses compléments, sauf si des dispositions plus contraignantes figurent dans le présent arrêté préfectoral, des arrêtés préfectoraux complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable, qu'elle soit ou non substantielle, tel que prévu par l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui peut demander une validation par un tiers expert de certains aspects du dossier soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 6. Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

La cessation d'activité est réalisée conformément aux articles R. 512-39 à R. 512-39-6 et R. 512-75-1 du code de l'environnement.

Article 7. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations.

Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 8. Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code général des collectivités territoriales et la réglementation sur les équipements sous pression et sur le transport de matières dangereuses par canalisation.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation tient lieu d'autorisation d'exploiter l'installation de production d'électricité décrite au chapitre VIII.11 du présent arrêté, en application de l'article L. 311-1 du code de l'énergie.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE II - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Article 9. Contrôles et analyses (inopinés ou non)

Indépendamment du programme de surveillance des émissions explicitement prévu dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements, analyses et mesures portant notamment sur les effluents liquides ou gazeux, les émissions atmosphériques, les déchets ou les sols, ainsi que le contrôle de niveaux sonores et de vibrations, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées.

Les contrôles non inopinés sont exécutés aux frais de l'exploitant par un organisme tiers agréé que l'exploitant a choisi à cet effet ou soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé. Les résultats des mesures sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Les contrôles inopinés sont exécutés aux frais de l'exploitant par un organisme choisi par l'inspection des installations classées.

L'exploitant est tenu, dans la mesure des possibilités techniques, de mettre à disposition de l'inspection des installations classées les moyens de mesure ou de test répondant au contrôle envisagé, pour apprécier l'application des prescriptions imposées par le présent arrêté.

Article 10. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et les émissions de polluants dans l'environnement ;
- assurer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 11. Consignes d'exploitation

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations, comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Les consignes répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

Article 12. Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Article 13. Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, ...).

Article 14. Dangers ou nuisances non prévenus

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

Article 15. Documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial (et ses compléments) ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE III - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Article 16. Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

La forme du conduit d'évacuation est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des rejets atmosphériques.

Les justificatifs du respect de ces dispositions (note de calcul, paramètres des rejets, etc.) sont conservés à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 17. Interdiction de brûlage à l'air libre

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 18. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Article 19. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses, à savoir :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 20. Prévention de la pollution accidentelle

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Les vapeurs provenant des ateliers sont évacuées par des exutoires situés en partie supérieure de la toiture. L'emplacement de l'extrémité supérieure des conduits d'évacuation, l'aération des ateliers et des dépôts ainsi que les aires de chargement et de déchargement sont implantés de manière à ce que le voisinage ne puisse être incommodé.

Une trappe de visite des conduits d'évacuation est aménagée.

La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne doivent être tels que cet objectif soit satisfait sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

L'exploitant s'assure du bon fonctionnement et de l'efficacité des systèmes de captation et d'aspiration, notamment des ventilateurs, ainsi que des installations de lavage éventuelles.

Article 21. Rejets gazeux des procédés et stockages cryogéniques

Les procédés de fabrication et les stockages cryogéniques génèrent les rejets gazeux suivants :

- Conditionnement d'hydrogène :

En situation dégradée ou accidentelle, des rejets d'hydrogène sont susceptibles de survenir :

- dans l'atelier de compression ;
- dans la zone de remplissage des bouteilles ;
- par les événements en toiture du bâtiment hydrogène (purges).

Des consignes d'exploitation et de sécurité propres à prévenir tout risque de dégagement important d'hydrogène (susceptible de créer une atmosphère explosive) sont édictées par l'exploitant.

- Production des gaz de l'air

En fonctionnement normal, les colonnes de séparation de l'air rejettent en continu des gaz de l'air.

Afin de limiter le phénomène de suroxygénation au niveau du rejet d'oxygène, les flux d'oxygène et d'azote non conformes sont préalablement dispersés via un éjecteur dans un flux d'air forcé.

- Stockages cryogéniques

Les stockages cryogéniques rejettent, en fonctionnement normal, des gaz dus aux pertes par évaporation et aux pertes de service.

Article 22. Surveillance de l'impact des activités sur la qualité de l'air

L'exploitant réalise une campagne de mesures des émissions diffuses de NO₂ au sein des installations, notamment INOMAX, dans un délai de six mois suivant la notification du présent arrêté.

Article 23. Mise à jour de l'étude d'impact

L'exploitant met à jour son étude d'impact dans un délai de huit mois suivant la notification du présent arrêté, en tenant compte notamment de l'arrêt des chaudières fioul et le cas échéant des résultats de la campagne de mesures des émissions diffuses de NO₂ au sein des installations prescrites à l'Article 22 du présent arrêté.

TITRE IV - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 24. Prélèvements d'eau

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

L'entretien de ces dispositifs et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

L'exploitant réalise une vérification annuelle du bon fonctionnement de ces dispositifs et conserve un enregistrement des résultats et suites données aux vérifications.

Article 25. Consommations

Les ouvrages de distribution d'eau potable du réseau public sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs.

L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir de relevés trimestriels de ses consommations. Ce bilan fait apparaître les économies réalisables.

Article 26. Collecte des effluents liquides

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'Article 30 du présent arrêté ou non conforme aux dispositions du présent arrêté est interdit.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Article 27. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 28. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les tuyauteries de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes, à l'exclusion :

- de la tuyauterie reliant l'unité de compression d'hydrogène à l'unité de séparation des gaz de l'air, mentionnée au Chapitre VIII.8 du présent arrêté ;
- de la canalisation de transport d'oxygène vers un site extérieur voisin.

Article 29. Isolement avec les milieux

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site.

Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.

Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Article 30. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux vannes (eaux usées sanitaires, etc.) ;
- les eaux pluviales non polluées (principalement eaux pluviales de toiture) ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, telles que les eaux de ruissellement des voiries ;
- les eaux industrielles (eaux de purge et de condensats)
- les éventuelles eaux d'extinction d'incendie.

Le devenir de chaque type d'effluent est le suivant :

Nature de l'effluent	Traitement interne éventuel et milieu récepteur
Eaux vannes	Rejet directement dans le réseau d'eaux usées de la zone industrielle pour traitement à la station d'épuration de Porcheville et au final déversement dans la Seine
Eaux pluviales non polluées (toitures...)	Rejet directement dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle puis rejet dans la Seine
Eaux susceptibles d'être polluées : <ul style="list-style-type: none">- eaux pluviales de voirie ;- eaux de nettoyage des systèmes de refroidissement des installations de production des gaz de l'air (poussières) ;- eaux d'extinction d'incendie	Après passage par l'un des débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures du site, rejet dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle puis rejet dans la Seine
Eaux industrielles : eaux de purge et de condensats)	Rejet dans le réseau d'eaux usées de la zone industrielle pour traitement à la station de Porcheville et au final déversement dans la Seine.

Nature de l'effluent	Traitement interne éventuel et milieu récepteur
Eaux industrielles : eau glycolée issue de la purge du circuit de refroidissement des installations de production des gaz de l'air	Traitement en tant que déchets et élimination via une filière dûment autorisée

Article 31. Collecte des effluents

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Article 32. Gestion des ouvrages de traitement

Les dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté.

Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an.

Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 33. Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux susceptibles d'être polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations de traitement des eaux est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Article 34. Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible, directement ou indirectement, d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou la sécurité publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore ou encore d'entraver le bon fonctionnement ou de nuire à la conservation des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température inférieure ou égale à 25 °C ;
- pH compris entre 6 et 8,5 ;
- modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/L.

Article 35. Aménagement des points de prélèvement

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points comportent des caractéristiques qui permettent de réaliser des mesures représentatives.

Ils sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 36. Gestion des eaux susceptibles d'être polluées

Les eaux effectivement polluées (c'est à dire ne satisfaisant pas aux conditions de rejet imposées par le présent arrêté) collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Article 37. Valeurs limites d'émissions des eaux susceptibles d'être polluées

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau urbain d'eaux pluviales, les valeurs limites définies ci-après :

Paramètre	Code SANDRE	Valeurs limites	Type de suivi	Périodicité de la mesure
pH	-	Entre 6 et 8.5	Moyen 24h proportionné au débit	Annuelle
Température	-	Inférieure à 25°C		
Couleur	-	Modification de coloration inférieure à 100 mg/Pt/L		
Matières en suspension	1305	30 mg/L		
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	45 mg/L		
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	1313	15 mg/L		
Hydrocarbures totaux	7009	5 mg/L		

Article 38. Valeurs limites d'émissions des eaux industrielles

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau urbain d'eaux usées, les valeurs limites définies ci-après :

Paramètre	Code SANDRE	Valeurs limites	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Matières en suspension	1305	600 mg/L	Moyen 24h proportionné au débit	Annuelle
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	2000 mg/L		
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	1313	800 mg/L		
Azote global (exprimé en N)	1551	150 mg/L		
Phosphore global (exprimé en P)	1350	50 mg/L		
Hydrocarbures totaux	7009	5 mg/L		

Article 39. Convention de déversement dans un réseau urbain

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique.

L'exploitant justifie, sous deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, que les conditions fixées par l'autorisation de rejets en date du 17 novembre 2016 susvisée demeurent applicables, et le cas échéant sollicite une mise à jour de cette autorisation auprès de la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif.

Article 40. Autosurveillance

L'exploitant fait réaliser par un organisme compétent, à fréquence annuelle, la mesure des paramètres listés aux articles 37 et 38 du présent arrêté.

Article 41. Amélioration de la gestion des eaux pluviales

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 1 L/s/ha, sur la base de la surface totale urbanisable.

L'exploitant fait réaliser avant le démarrage des travaux d'installation de panneaux photovoltaïques au droit de la parcelle cadastrale AK n° 86 une étude de l'impact de cette installation sur la gestion des eaux pluviales (état initial, état projet, état projet avec proposition le cas échéant de mesures d'évitement et de réduction de cet impact), qu'il transmet à l'inspection des installations classées.

Le cas échéant et selon les résultats de l'étude précitée, il met en œuvre les mesures d'évitement et/ou de réduction identifiées avant la fin des travaux d'installation.

TITRE V - DÉCHETS

Article 42. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre:
 1. la préparation en vue de la réutilisation,
 2. le recyclage,
 3. toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique,
 4. l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 43. Séparation des différents déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières, autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité, et dans le respect des dispositions prévues aux articles L. 541-21 et suivants du code de l'environnement.

Article 44. Entreposage des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 45. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 46. Gestion des déchets à l'intérieur de l'établissement

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

Article 47. Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé .

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, émis en version électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifié susvisé.

TITRE VI - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Article 48. Dispositions générales

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Article 49. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

Article 50. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 51. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 07h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h00 à 07h00, ainsi que dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 52. Niveaux de bruit en limite de propriété

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période	Période de jour allant de 07h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés	Période de nuit allant de 22h00 à 07h00, ainsi que dimanches et jours fériés
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 53. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 susvisée ou tout texte s'y substituant.

Article 54. Mesure des niveaux sonores

L'exploitant réalise dans le mois suivant la mise en œuvre des mesures d'amélioration de l'acoustique, décrites dans son dossier de demande susvisé relatives aux nuisances sonores provoquées par l'unité de séparation des gaz de l'air, une mesure de niveau de bruit et de l'émergence.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. L'exploitant transmet dès obtention les résultats de ces mesures à l'inspection des installations classées.

L'exploitant fait ensuite réaliser à ses frais, tous les ans durant les trois premières années à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les trois ans par la suite si les résultats ne révèlent pas de non-conformité, une mesure des niveaux d'émissions sonores, par une personne ou un organisme qualifié. La fréquence de mesures devient annuelle si les résultats révèlent des non-conformités.

TITRE VII - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Chapitre VII-1 - Généralités

Article 55. Gestion de la prévention des risques

L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et leur entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement. Ces règles ressortent notamment de l'application du présent arrêté.

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Article 56. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 57. État des stocks des produits dangereux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents qui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Article 58. Propreté des installations

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 59. Contrôle des accès – Gardiennage

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie par une clôture robuste de hauteur minimale de deux mètres afin d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

La clôture doit être facilement accessible depuis l'intérieur de l'établissement de manière à pouvoir contrôler son intégrité. Elle est implantée et aménagée de façon à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité (passage d'engins de secours).

Les portails ainsi que tous les accès aux bâtiments sont fermés quotidiennement.

Une surveillance est assurée en permanence et un système d'astreinte est mis en œuvre, de manière qu'un responsable techniquement compétent puisse être alerté et intervenir sur les lieux en toutes circonstances.

Hors heures ouvrées, un gardien est présent en permanence sur le site. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien. Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique.

Un système de vidéosurveillance permettant de surveiller en permanence l'ensemble du site est disponible depuis le poste d'accueil de l'entrée du site et depuis la salle de contrôle ROC (Remote Operating Center).

Article 60. Mesures de maîtrise des risques

Les mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers (équipements dont la cinétique, l'indépendance, l'efficacité, la maintenabilité et la testabilité ont été caractérisées) font l'objet d'une maintenance permettant de garantir leur fonctionnement et la bonne exécution de leur fonction de sécurité à tout instant.

La liste des mesures de maîtrise des risques est tenue à jour et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Ces mesures de maîtrise des risques sont protégées des agressions qu'elles peuvent subir (qu'elles soient mécaniques, chimiques, etc.).

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements.

Article 61. Équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

La liste de ces paramètres est tenue à disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

Les paramètres significatifs de la sécurité des installations sont mesurés et si nécessaires enregistrés en continu et équipés d'alarme.

Article 62. Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont délimitées, maintenues en état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

Les aires de stationnement internes sont suffisantes pour accueillir l'ensemble des véhicules, en particulier les véhicules assurant l'approvisionnement en produits bruts et l'évacuation des produits finis.

Les voies et aires de stationnement desservant les postes de chargement et déchargement sont disposées de façon à ce que l'évacuation des véhicules se fasse en marche avant et que le nombre de manœuvres soit limité.

Le moteur des véhicules est arrêté durant les opérations de chargement et déchargement, sauf pour les véhicules citernes équipés d'une génératrice pour le dépotage.

Les transferts de produits dangereux à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours déterminés.

Chapitre VII-2 - Dispositions constructives

Article 63. Conception des bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les matériaux et éléments de construction des locaux contenant des dépôts de substances inflammables ou des ateliers de fabrication et/ou de mise en œuvre de gaz combustibles, ainsi que les locaux situés à moins de 6 m de ceux-là, doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- matériaux incombustibles (MO) ;
- sols et couvertures incombustibles ;
- parois coupe-feu de degré 2 heures (REI 120) ;
- portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré 1 heure (REI 60) ;
- portes donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure à fermeture automatique et munies de barre anti-panique ou dispositif équivalent. Ces portes, au nombre minimal de deux par bâtiment et par niveau sont implantées sur des parois différentes du local.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et tuyauteries, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les locaux techniques ne sont pas surmontés d'étage ni placés au-dessus de sous-sol occupé. Ils ne commandent aucun escalier ou dégagement et ne sont pas en communication directe avec les locaux voisins, ateliers ou magasins de l'établissement.

Article 64. Amélioration des propriétés des bâtiments et locaux

L'exploitant réalise les actions suivantes :

- avant le 31 octobre 2025 :
 - o l'étude de la conformité du site vis-à-vis des exigences mentionnées à l'Article 63,
 - o l'identification le cas échéant des travaux de mise en conformité, et mise en œuvre des dispositions compensatoires (organisationnelles ou techniques), dans l'attente de la finalisation de ces travaux
 - o la transmission des résultats de cette évaluation à l'inspection des installations classées et du calendrier de réalisation des travaux,

- avant le 30 avril 2026 : mise en œuvre des travaux de mise en conformité identifiées dans l'étude susmentionnée.

Article 65. Accès des services de secours

L'installation dispose en permanence d'au moins deux accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Les voies ont les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m ;
- rayon intérieur de giration : 11 m ;
- hauteur libre : 4,60 m ;
- résistance à la charge : 13 t par essieu.

Article 66. Désenfumage

Les locaux à risque incendie, ainsi que les locaux de plus de 300 m², les locaux aveugles de plus de 100 m² et les escaliers sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2 version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. La somme des sections de ces exutoires est au moins égale à 1/100^{ème} de la surface des planchers bas considérés.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées en au moins deux points opposés du local.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Chapitre VII-3 - Dispositions de prévention des accidents

Article 67. Matériels utilisables en atmosphère explosible

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions en vigueur (décret du 19 novembre 1996 ou tout texte s'y substituant).

Article 68. Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Le rapport de contrôle mentionne explicitement les déficiences relevées. Il est remédié à toute déficience relevée dans les plus brefs délais.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Des dispositions sont prises pour prévenir l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que protéger les installations des effets des courants de circulation.

Article 69. Protection contre la foudre

Les installations sont protégées contre la foudre conformément à la réglementation en vigueur et notamment la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié.

Article 70. Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

Article 71. Utilités

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui alimentent les mesures de maîtrise des risques et les équipements concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les mesures de maîtrise des risques et les paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces mesures de maîtrise des risques sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

L'exploitant établit une liste de tous les dispositifs de secours électrique dont il dispose, qu'il tient à disposition de l'inspection des installations classées.

Les dispositifs de secours électrique font l'objet de vérifications et d'essais périodiques. Les résultats de ces vérifications et essais sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant définit les conditions et modalités de basculement vers l'alimentation électrique de secours. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure portée à la connaissance du personnel et mise à jour en tant que de besoin.

Article 72. Conception des bouteilles

Les bouteilles respectent, en fonction de leur type, les normes de conception ISO 10297 ou ISO 11117 et sont utilisées dans des conditions ne pouvant mener à des agressions supérieures à celles décrites dans les épreuves qui y sont définies.

Article 73. Matériels

Les matériaux sont choisis en fonction des fluides contenus ou circulant dans les appareils, pour atténuer ou supprimer les effets de la corrosion, de l'érosion et des chocs mécaniques et thermiques.

La sécurité des installations doit notamment être assurée par l'utilisation d'appareils de contrôle ainsi que par la mise en place de soupapes de sûreté, de disques de rupture ou de dispositifs analogues.

L'inspection du matériel porte notamment sur :

- les équipements sous pression, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;
- les organes de sécurité tels que soupapes, disques d'éclatement, thermostats, pressostats, indicateurs de niveaux, etc. ;
- les capacités de rétention, les réservoirs, les tuyauteries, vannes, etc. ;
- le matériel de lutte incendie.

Les résultats des vérifications et essais sont consignés dans un registre prévu à cet effet.

Article 74. Transport, chargement - déchargement

Sans préjudice des dispositions applicables pour le transport des matières dangereuses, le chargement des gaz inflammables, toxiques, comburants, etc. doit faire l'objet de consignes opératoires définissant notamment :

- les conditions de stationnement et d'immobilisation des véhicules ;
- l'établissement des liaisons équipotentielle ;
- les modalités de branchement des flexibles ;
- les équipements de protection individuelle à utiliser ;
- les conditions de surveillance des opérations ;
- les précautions à prendre pour éviter le renversement des emballages (arrimage des bouteilles et cadres, etc.) ;
- les vérifications à effectuer avant le démarrage du véhicule.

Article 75. Produits incompatibles

Les produits sont stockés dans des emplacements distincts et suffisamment éloignés pour qu'il ne puisse y avoir de contact entre des produits incompatibles.

Article 76. Signalisation des vannes et tuyauteries

Les réservoirs ou tuyauteries contenant des produits inflammables, toxiques, corrosifs ou comburants sont signalés selon la norme en vigueur ou une codification reconnue (symbole, code couleur, ...).

Les vannes et les tuyauteries sont faciles d'accès.

Les vannes portent de manière indélébile l'indication du sens de leur fermeture.

Chapitre VII-4 — Prévention des pollutions accidentelles

Article 77. Réentions

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Elle peut être contrôlée à tout moment.

Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Article 78. Confinement des eaux susceptibles d'être polluées

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Ce confinement est réalisé par obturation du réseau d'eaux pluviales du site, le volume total ainsi obtenu est de 361 m³.

L'exploitant dispose d'un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté pour mettre en œuvre les capacités nécessaires au confinement des eaux utilisées lors d'un incendie et justifier de leur caractère suffisant. En l'attente, l'exploitant met en place des dispositions compensatoires (organisationnelles ou techniques) dont il justifie l'efficacité et la disponibilité. L'exploitant sollicite les services d'incendie et de secours pour obtenir la confirmation, avant leur mise en place, que les capacités de confinement mises en place sont compatibles avec leur intervention, et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justifications de ces échanges.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés en tant que déchets.

Article 79. Niveau de remplissage

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment.

Chapitre VII-5 — Exploitation des installations

Article 80. Bilan annuel

L'exploitant établit tous les ans le bilan des actions menées en vue de la protection de l'environnement et de la sécurité du voisinage.

Ce bilan comprend également une synthèse des contrôles et surveillances effectués afin de s'assurer du respect des dispositions du présent arrêté et des règles internes de sécurité, ainsi que le bilan des accidents et incidents (y compris tout dépassement d'un seuil de détection de gaz toxique) et des mesures correctives ou préventives associées.

Ce rapport est transmis à l'inspection des installations classées avant le 1^{er} avril de l'année suivante.

Article 81. Fiches de données de sécurité

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.

Article 82. Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur l'environnement, font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires (fonctionnement normal, phases de démarrage et d'arrêt, entretien, etc.) ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- le maintien, pour ce qui concerne les ateliers de production, de la quantité minimale de matières dangereuses nécessaires au fonctionnement de l'installation.

Article 83. Surveillance des installations

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 84. Dispositif de conduite

La conduite des unités est centralisée dans la salle de contrôle ROC pour ce qui concerne les gaz de l'air et dans la salle de commande de l'unité de production d'hydrogène pour ce qui concerne l'hydrogène (production mais aussi emplissage).

Le dispositif de conduite comporte la mesure et si nécessaire l'enregistrement en continu des paramètres importants pour la sécurité des installations.

De plus, ce dispositif de conduite est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive excessive des paramètres par rapport aux conditions normales d'exploitation (report des alarmes notamment).

Article 85. Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits dangereux font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

Article 86. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » et/ou « permis de feu » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues aux articles 29 et 77, afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Article 87. Systèmes d'alarme et de mise en sécurité

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et destinés à informer rapidement le personnel de tout incident.

Les installations concernées sont dotées d'un système de sécurité indépendant du dispositif de conduite des installations et assurant la mise en sécurité des équipements en cas de dépassement de seuils critiques pré-établis.

Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement sont des « mesures de maîtrise des risques » comme indiqué à l'Article 60 du présent arrêté.

Ces équipements sont clairement repérés et aisément accessibles pour ce qui concerne les commandes manuelles et les arrêts coup de poing.

La remise en service d'une installation arrêtée suite au déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne compétente déléguée à cet effet et après un examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Article 88. Organisation en matière de sécurité

L'exploitant met en place un ensemble d'actions pré-établies et systématiques pour assurer le bon respect des dispositions du présent arrêté.

Cette organisation comprend au moins :

- pour les « mesures de maîtrise des risques » définies à l'Article 60 du présent arrêté, un programme de suivi des achats, d'entretien et d'essais périodiques ;
- les modalités d'intervention pour maintenance, vérification ou modification, y compris la qualification nécessaire pour intervenir ;
- les consignes de conduite des installations, en situation normale ou dégradée, y compris la qualification des personnes affectées à ces tâches ;
- l'enregistrement des accidents et incidents ou anomalies de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ainsi que des mesures correctives associées
- la désignation d'un responsable sécurité et de son suppléant.

Article 89. Travaux

Dans les parties de l'installation recensées à l'Article 56, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » ou d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière.

Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures de prévention appropriées (plan de prévention).

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée.

Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Article 90. Interdiction de feux

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ».

Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Article 91. Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la

conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour suivre le niveau de connaissance et assurer son maintien.

La formation comporte notamment :

- les informations utiles sur les produits manipulés et les opérations de fabrication mise en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité, et en particulier aux actions manuelles de maintien de l'alimentation électrique en cas de coupure sur l'alimentation principale.

Chapitre VII-6 - Moyens d'intervention en cas d'accident

Article 92. Surveillance et détection

Les zones de dangers, définies à l'Article 60 du présent arrêté, sont munies de systèmes de détection, si justifié, dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'exploitant détermine les fonctionnalités de ces systèmes en référence à un plan de détection.

La surveillance d'une zone ne repose pas sur un seul point de détection.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable, prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.

Toute défaillance de détecteur, du système de transmission ou de traitement de l'information est automatiquement détectée. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive. Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation de gaz ou de vapeurs inflammables ou toxiques (notamment installations de conditionnement d'hydrogène, compresseurs ammoniac et salle des machines).

L'exploitant fixe au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil entraîne le déclenchement d'une alarme sonore et lumineuse, retransmise en salle de commande, ainsi que la mise en service de ventilation additionnelle ;
- le franchissement du deuxième seuil (ce seuil étant au plus égal au double de la valeur du premier seuil) entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise en sécurité des installations, une alarme sonore audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente.

Article 93. Vent

Au moins un dispositif, visible de jour comme de nuit, doit indiquer la direction du vent.

Article 94. Ressource en eau

Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie sont assurés par le réseau d'eau publique (réseau de la zone industrielle).

Les tuyauteries constituant le réseau d'incendie sont dimensionnées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en tout point de ce réseau.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture soit isolée.

Article 95. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- les plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local comme prévu à l'Article 56;
- un système déluge à eau dans les zones suivantes du site (emplissage d'hydrogène) : salle compresseur, box de remplissage des bouteilles, cadres, semi-remorques et capacités tampons (ASU) du site Nord ;
- un système d'extinction automatique (fonctionnant avec un mélange d'argon et d'azote) au niveau des salles électriques de l'unité de séparation des gaz de l'air ;
- les poteaux incendie suivants, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils :
 - o 3 poteaux incendie sur la partie Sud du site, dont deux DN 100 de débit unitaire 60 m³/h minimum et un DN 80 de débit 60 m³/h minimum ;
 - o 1 poteau incendie sur la partie Nord du site DN 100 et débit 60 m³/h minimum.
 - o ces hydrants sont implantés en bordure d'une voie carrossable ou au plus à 5 mètres de celle-ci ; près des poteaux incendie, le matériel nécessaire pour mise en batterie (par les pompiers) d'une grosse lance et deux petites lances est mis en place ;
- 12 robinets d'incendie armés, de débit 15 m³/h, implantés à proximité des bâtiments de production et des dépôts ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- une centrale de sécurité incendie, avec alarme sonore et lumineuse locale et reportée en salle de commande, comprenant des détecteurs incendie ainsi que des boîtiers de déclenchement manuel.

Les besoins en eau sont de 150 m³/h pendant deux heures pour le scénario majorant.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

Article 96. Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, etc.) conformément aux référentiels en vigueur et à fréquence au moins annuelle. De plus, l'exploitant procède ou fait procéder, à fréquence semestrielle, à des essais du matériel et des moyens de secours. En particulier, il fait mesurer annuellement, et dans les six mois suivant la notification du présent arrêté, le débit fourni par les moyens de défense extérieure contre l'incendie (poteaux incendie), y compris en fonctionnement simultané et avec le déluge.

Les vérifications périodiques et les essais de ces équipements sont enregistrés sur un registre, sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 97. Moyens de lutte en cas de fuite toxique

Les moyens de lutte contre le risque toxique sont a minima les suivants :

- 6 appareils respiratoires isolants (ARI) ;
- 3 analyseurs d'oxygène portatifs ;
- combinaisons intégrales risques chimiques, masques avec cartouches filtrantes adaptées et gants.

Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Ces équipements sont accessibles en toutes circonstances et adaptées aux interventions en conditions normales et en conditions accidentelles.

L'exploitant dispose par ailleurs de moyens de mesures dans l'environnement en cas de dispersion atmosphérique d'ammoniac ou de sulfure d'hydrogène en dehors des installations, adaptés aux scénarios accidentels prévus par l'étude de dangers de l'exploitant. Ces moyens de mesures sont vérifiés périodiquement et les personnels susceptibles de les utiliser sont formés à leur mise en œuvre.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.

L'exploitant prévoit des moyens et méthodes pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Article 98. Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs.

Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Un plan schématique, conforme à la norme NF S 60-302 ou toute norme s'y substituant, comportant l'emplacement des locaux technique, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes de sécurité doit être apposé de façon visible au sein de l'établissement.

Article 99. Plan d'opération interne

Un plan d'opération interne (POI) est établi selon la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les

moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel et l'environnement.

Il prend en compte l'intégralité du site, tous les scénarios accidentels et les éléments ressortant de l'étude de dangers.

Un exercice est réalisé annuellement en liaison avec les sapeurs-pompiers pour tester le POI.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice et un compte-rendu lui est adressé.

L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du plan d'opération interne.

Le plan d'opération interne de l'exploitant est mis à jour et transmis à l'inspection des installations classées ainsi qu'au service de prévention industrielle du service d'incendie et de secours des Yvelines dans les six mois à compter de la date de notification de présent arrêté.

Cette mise à jour comprend notamment :

- un chapitre spécifique traitant du scénario de départ de feu sur un équipement photovoltaïque ;
- une procédure vis-à-vis des produits de décomposition d'incendie.

Il contient notamment les éléments fixés par l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié susvisé.

Le POI est ensuite mis à jour tous les trois ans, ainsi qu'à chaque modification notable.

Article 100. Information des installations classées du voisinage

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés de la nature des risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers et des effets dominos qui sont susceptibles d'atteindre leurs sites. Il transmet copie de cette information au Préfet et à l'inspection des installations classées.

Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jour relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

Article 101. Information préventive des populations pouvant être affectées par un accident

L'exploitant prend régulièrement l'attache du préfet afin de procéder à l'information préventive des populations.

Le contenu de l'information préventive concernant les situations envisageables d'accident majeur comporte notamment :

- le nom de l'exploitant et l'adresse du site ;
- l'identification, par sa fonction, de l'autorité, au sein de l'entreprise, fournissant les informations ;
- la présentation simple de l'activité exercée sur le site ;
- la description des risques d'accident majeur, y compris les effets potentiels sur les personnes et l'environnement ;
- l'alerte des populations et la circulation des informations de cette population en cas d'accident majeur ;
- les comportements à adopter en cas d'un accident majeur ;
- une référence aux plans d'urgence et à leur bonne application ;
- les modalités d'obtention d'informations complémentaires ;

- pour le centre pénitentiaire pour mineurs de Porcheville, des recommandations tenant compte de la situation particulière de l'établissement

Cette information est renouvelée dans l'année suivant la notification du présent arrêté, puis à la suite de toute modification notable, ou à défaut tous les 5 ans.

TITRE VIII - DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

Chapitre VIII.1 - Charge d'accumulateurs

Article 102. Respect des textes applicables

L'exploitation des ateliers de charge d'accumulateurs respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié susvisé.

Chapitre VIII.2 - Compression d'hydrogène

Article 103. Local de compression d'hydrogène

Le local constituant le poste de compression d'hydrogène est construit en matériaux incombustibles et doté d'une couverture légère.

Deux détecteurs d'hydrogène implantés en point haut de local déclenchent :

- à 20 % de la limite inférieure d'explosivité de l'hydrogène une alarme sonore ;
- à 50% de la limite inférieure d'explosivité de l'hydrogène une alarme sonore et la coupure de l'alimentation électrique du bâtiment.

Des murs de protection de résistance suffisante entourent le compresseur de façon à diriger vers la partie supérieure les gaz et débris d'équipements sous pression d'une explosion éventuelle.

Les réservoirs et équipements sous pression contenant l'hydrogène comprimé doivent satisfaire à la réglementation des équipements sous pression en vigueur.

Article 104. Équipements de compression d'hydrogène

Toutes dispositions seront prévues pour éviter les entrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux.

Les moteurs de compresseurs sont de type antidéflagrant, adapté à l'hydrogène (classe E exd II C) ou en sécurité intrinsèque (E exd III C).

L'hydrogène est convenablement refroidi à la sortie de chaque étage intermédiaire du compresseur. Des thermomètres permettront de lire la température du gaz à la sortie de chaque étage du compresseur.

Un dispositif équipe le circuit de refroidissement permettant de contrôler à chaque instant la circulation de l'eau et empêche la mise en marche du compresseur ou assurera son arrêt en cas d'alimentation insuffisante en eau.

Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

L'arrêt du compresseur doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins sera placé à l'extérieur de l'atelier de compression. Des dispositifs efficaces de purge équiperont tous les équipements sous pression aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler. Toutes mesures seront prévues pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres équipements ou pour les tuyauteries.

Chapitre VIII.3 - Salle des machines de l'unité de production des gaz de l'air

Article 105. Local

La salle des machines abritant les postes de compression est construite en matériaux incombustibles, et ne comporte aucun étage et doit être conforme aux normes en vigueur.

Des murs de protection de résistance suffisante séparent la salle des machines renfermant les équipements sous pression et tuyauteries dans lesquels les gaz séjournent ou circulent de tous les locaux occupés en permanence et de ceux qui pourraient renfermer des matières inflammables.

La teneur en ammoniac de l'atmosphère du local est contrôlée en permanence.

En cas d'atmosphère sous-oxygénée (par excès d'azote) le débit de ventilation est triplé, l'ensemble du procédé arrêté, et une alarme déclenchée.

Les locaux sanitaires et sociaux (vestiaires, zones de repos, cafétéria, etc.) doivent être séparés de la salle des machines.

Article 106. Équipement

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés doivent satisfaire à la réglementation des équipements sous pression.

Les gaz doivent être convenablement refroidis à la sortie de chaque étage intermédiaire des compresseurs.

Des thermomètres permettant de lire la température du gaz sont placés à la sortie de chaque étage des compresseurs.

Un dispositif équipe les circuits d'eau de refroidissement permettant de contrôler à chaque instant la circulation de l'eau.

Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression du gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée. Un autre dispositif à fonctionnement automatique empêche la mise en marche du compresseur où assure son arrêt en cas d'alimentation insuffisante en eau.

L'arrêt des compresseurs doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur de la salle des machines.

Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les équipements sous pression aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler.

Toutes les mesures sont prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres équipements sous pression ou pour les tuyauteries.

Article 107. Exploitation

Il est interdit de fumer, allumer ou introduire une flamme ou d'effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles.

Lorsque de tels travaux sont nécessaires, ils ne peuvent être exécutés qu'après la mise en sécurité des installations et tuyauteries situées à proximité de l'intervention et après que le responsable de production ou son suppléant désigné ait contrôlé que les consignes de sécurité sont observées. Ces consignes sont affichées en caractère apparents.

Le local de compression est maintenu dans un parfait état de propreté : les fournitures et déchets utilisés ou résultant de l'entretien des machines sont conservés en récipients métalliques et enlevés régulièrement.

Toutes dispositions nécessaires doivent être prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie. À cet effet, la salle des machines est pourvue d'une détection de fumées.

La ventilation de la salle des machines est assurée par un dispositif mécanique calculé selon les normes en vigueur, de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et d'une source de chaleur, de façon à ne pas entraîner de risque pour l'environnement et pour la santé humaine. Les moteurs des extracteurs doivent être protégés pour éviter tout risque d'explosion.

La salle des machines est équipée en partie haute de dispositifs à commande automatique et manuelle permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à l'extérieur du risque et à proximité des accès. Les commandes des dispositifs doivent facilement être accessibles.

Chapitre VIII.4 - Installations de réfrigération à l'ammoniac

Article 108. Généralités

L'installation de réfrigération à l'ammoniac est implantée en salle des machines.

Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits mis en œuvre de manière notamment à éviter toute réaction parasite dangereuse. La conception, la réalisation et l'entretien des installations doivent prendre en compte les risques de corrosion due aux phénomènes de condensation de l'humidité de l'air.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre.

Le responsable de l'installation prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toute circonstance, et en particulier lorsque l'installation est placée sous la responsabilité d'une personne déléguée, l'administration ou les services d'intervention extérieurs disposent d'une assistance technique de l'exploitant ou des personnes qu'il aura désignées et aient communication de toutes les informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention en cas d'accident.

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

À la suite d'un arrêt prolongé du système de réfrigération, après une modification notable ou après des travaux de maintenance ayant nécessité un arrêt de longue durée (à l'exception de l'arrêt annuel programmé pour la maintenance des installations de production de gaz de l'air), l'installation complète doit être vérifiée. Cette vérification est à réaliser par une personne ou une entreprise compétente désignée par l'exploitant. Cette vérification doit faire l'objet d'un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et inséré au bilan annuel tel que défini à l'article 79 du présent arrêté.

Article 109. Équipements sous pression

Les installations, et en particulier les réservoirs, tuyauteries, équipements contenant de l'ammoniac liquide, gazeux ou biphasique, doivent être protégées pour éviter d'être heurtées ou endommagées par des véhicules, des engins ou des charges, etc. À cet effet, il doit être mis en place des gabarits pour les tuyauteries aériennes, les installations au sol et leurs équipements sensibles (purge, etc.) et des barrières résistant aux chocs.

De plus, un dispositif limiteur de pression doit être placé sur toute enceinte ou portion de tuyauterie, qui en régime normal peut être isolé par la fermeture d'une ou de plusieurs vannes sur phase liquide.

Les échappements des dispositifs limiteurs de pression (soupapes, disques de rupture, etc.) doivent être captés sans possibilité d'obstruction accidentelle. Si le rejet peut entraîner des conséquences notables pour l'environnement et les personnes, il doit être relié à un dispositif destiné à recueillir ou à neutraliser l'ammoniac (réservoirs de confinement, rampe de pulvérisation, tour de lavage, etc.).

Plusieurs capacités réunies par des tuyauteries doivent pouvoir être isolées les unes des autres au moyen de vannes manuelles facilement accessibles en toute circonstance ou par des vannes automatiques pilotées par un ou plusieurs paramètres de l'installation ou actionnées par des coups de poing judicieusement placés.

Le réservoir B52 est isolé du reste du circuit par des vannes d'arrêt de sécurité à commande électropneumatique, se fermant dans tous les cas de mise en sécurité de l'installation.

Chaque réservoir est équipé en toutes circonstances, hormis pendant le temps de remplacement immédiat pour entretien, de deux dispositifs limiteurs de pression au moins, montés en parallèle et ayant une pression de levée au plus égale à la pression maximale en service. Si «n» est le nombre de dispositifs limiteurs de pression, « n-1 » dispositifs limiteurs de pression doivent pouvoir évacuer le gaz de telle sorte que la pression à l'intérieur du réservoir n'excède jamais plus de 10 % la pression maximale de service.

Toute portion d'installation contenant de l'ammoniac liquide sous pression susceptible d'entraîner des conséquences notables pour l'environnement doit pouvoir être isolée par une ou des vannes de sectionnement manuelle située au plus près de la paroi du réservoir. Ce dispositif est, si nécessaire, complété par une vanne de sectionnement automatique à sécurité positive qui devra notamment se fermer en cas d'arrêt d'urgence ou de détection d'ammoniac au deuxième seuil de détection défini à l'article 111.

Les tuyauteries doivent être les plus courtes possibles et de diamètres les plus réduits possibles, cela visant à limiter au maximum les débits d'émission d'ammoniac à l'atmosphère. De plus, elles doivent être efficacement protégées contre les chocs et la corrosion.

Les sorties des vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (bouchons de fin de ligne, etc.).

Article 110. Zone de dangers

Les zones de dangers sont déterminées en fonction des quantités d'ammoniac mises en œuvre, stockées ou pouvant apparaître en fonctionnement normal ou accidentel des installations. Les risques présents dans ces zones peuvent induire des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, sur la sécurité publique ou sur le maintien en sécurité des installations exploitées sur le site.

Dans ces zones, la mise en place d'équipements ou de constructions non indispensables à l'exploitation de l'installation frigorifique et qui nuisent soit à la ventilation de l'installation soit à l'intervention des secours lors d'un accident, est interdite

Article 111. Détections

La teneur en ammoniac de l'atmosphère de la salle des machines est contrôlée en permanence. Des détecteurs, placés à proximité du groupe frigorifique déclenchent :

- Niveau 1 : une alarme sonore et visuelle en salle des machines, reportée en salle des commandes et au poste de garde et la mise en service de la ventilation additionnelle ;
- Niveau 2 : la mise en sécurité du groupe frigorifique, la coupure de l'alimentation électrique en salle des machines (à l'exception des organes de sécurité, de sûreté), et la mise en service d'une alarme audible en tous points de l'établissement.

Article 112. Chargement et vidange

À l'exception de celles nécessaires à la sécurité des hommes ou à la sécurité des équipements, toute opération de dégazage d'ammoniac dans l'atmosphère est interdite. Cette interdiction doit faire l'objet d'un marquage efficace sur les équipements.

Un contrôle d'étanchéité doit être effectué avant remplissage de l'installation et à l'issue de chaque intervention affectant le circuit emprunté par le frigorigène.

Lors de leur entretien, de leur réparation ou de la mise au rebut, la vidange de l'installation, si elle est nécessaire, ainsi que la récupération intégrale des fluides sont obligatoires. Les opérations correspondantes doivent être assurées par une personne compétente. La solution ammoniacale éventuellement produite au cours de ces opérations ne doit être rejetée à l'égout qu'après neutralisation.

Le transvasement par équilibre de phase doit être privilégié.

Lorsque le transvasement d'ammoniac est effectué à l'aide des flexibles, ceux-ci doivent être équipés conformément aux dispositions suivantes :

- les flexibles doivent être protégés à chacune de leurs extrémités par des dispositifs de sécurité arrêtant totalement le débit en cas de rupture du flexible ;
- ces dispositifs doivent être automatiques et manœuvrables à distance pour des flexibles d'un diamètre supérieur au diamètre nominal de 25 millimètres.

Les flexibles doivent être utilisés et entreposés après utilisation de telle sorte qu'ils ne puissent subir aucune détérioration. En particulier, ils ne doivent pas subir de torsion permanente, ni d'écrasement.

L'état du flexible, appartenant ou non à l'exploitant, doit faire l'objet d'un contrôle avant toute opération de transvasement (règlement des transports de matières dangereuses, etc.). Les personnes procédant au transvasement- doivent être spécifiquement qualifiées et parfaitement informées de la conduite à tenir en cas d'accident.

Chapitre VIII.5 - Conditionnement des bouteilles et cadres

Article 113. Implantation et aménagement

Les locaux de conditionnement ne comportent pas d'étage.

Les locaux renfermant les appareils et tuyauteries dans lesquels les gaz séjournent ou circulent doivent être séparés par des murs, des locaux occupés en permanence et de ceux qui pourraient renfermer des matières inflammables. Les murs qui séparent les locaux de conditionnement des ateliers de maintenance sont des murs en parpaing d'épaisseur 20 cm.

Une ventilation permanente (naturelle ou forcée) de tous les locaux doit être assurée de façon à éviter à l'intérieur de ceux-ci la stagnation de poches de gaz.

Les tuyauteries de l'installation centrale doivent être fixes, rigides et métalliques, à l'exception de celles servant au raccordement des éléments mobiles.

Le diamètre des tuyauteries doit être systématiquement réduit au minimum compatible avec les nécessités d'exploitation.

Les tuyauteries flexibles doivent être en matériau résistant aux fluides circulants.

Les organes anti-retour et arrêt d'explosion doivent être d'un type efficace garantis par un certificat de l'installateur et régulièrement entretenus en bon état de fonctionnement.

Les rejets de purge de gaz doivent se faire à l'air libre, en un lieu et à une hauteur suffisante pour ne présenter aucun risque.

Le centre de conditionnement des gaz purs est en bardage isolation et contre-bardage métallique, à simple rez-de-chaussée et d'une hauteur d'environ 6 mètres. Le sol est constitué d'une dalle en béton. La structure de ce bâtiment est métallique.

Article 114. Exploitation

Les bouteilles à remplir sont placées sur les rampes de remplissage en position verticale, et maintenues de façon à garantir leur stabilité.

Elles sont raccordées à un équipement de remplissage comprenant une vanne d'arrêt et un système anti-retour (côté bouteille).

Les rampes sont équipées d'un manomètre permettant de contrôler la pression de remplissage.

Les capacités de stockage sont conformes à la réglementation des équipements sous pression comportant notamment une vanne de purge avec éjecteur commun à l'ensemble du stockage. Des vannes d'isolement sont prévues pour pouvoir isoler rapidement la capacité sans danger en cas d'urgence.

Les tuyauteries flexibles et tous les équipements liés à l'installation font l'objet de vérifications périodiques, par une personne compétente.

Tous les rapports des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un responsable de la surveillance et de l'entretien de l'installation est désigné.

Cette personne est chargée de surveiller les remplissages des capacités mobiles et d'assurer le bon déroulement des manœuvres des camions dans l'établissement.

Une consigne écrite indiquant le mode de fonctionnement de l'installation, les modalités d'entretien et la façon de prévenir le responsable est affichée en permanence de façon apparente à proximité de l'installation.

Article 115. Emplissage d'hydrogène

Des emplacements extérieurs sont réservés au remplissage en hydrogène des bouteilles et cadres.

Le remplissage des bouteilles (ou cadres de bouteilles) se fait par l'intermédiaire d'une rampe de 16 bouteilles maximum, dans les boxes situés dans le prolongement de l'atelier de production. La ligne de remplissage alimente sous une pression de 200 bar les 8 bouches de remplissage. Un limiteur de pression est placé en sortie de l'épurateur.

Chaque box est séparé par des cloisons en parpaing, la surface d'un box est d'environ 8 m² et la hauteur moyenne de 2 mètres.

Ces boxes reposent sur une dalle en béton.

Les flexibles reliant les cadres de bouteilles et semi-remorques aux postes de chargement sont conducteurs d'électricité, et un câble de mise à la terre reliant les capacités mobiles et les installations fixes est mis en place avant le branchement du flexible.

Les équipements et tuyauteries installés sont conçus spécialement pour l'hydrogène, les raccords des longueurs de tuyauteries sont des raccords fixes soudés.

Les capacités mobiles sont raccordées au poste de chargement par des flexibles conçus spécialement pour usage hydrogène. Sans préjudice des dispositions issues de l'arrêté du 29 mai 2009 modifié susvisé, les lyres mises en œuvre pour l'emplissage de bouteilles et cadres d'hydrogène à partir de véhicules-batteries doivent avoir fait l'objet d'un contrôle périodique décennal ainsi qu'un test d'étanchéité intermédiaire quinquennal. L'exploitant s'assure préalablement au lancement d'une opération d'emplissage de la conformité des lyres à cette prescription conformément à son étude de dangers.

Les opérations de remplissage de véhicules-batteries sont interdites.

Article 116. Compression des gaz

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés doivent satisfaire à la réglementation des équipements sous pression.

Toutes dispositions sont prises pour éviter les entrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux.

L'arrêt du remplissage des bouteilles doit pouvoir être commandé par un dispositif approprié.

Des clapets sont disposés aux endroits convenables pour éviter tout renversement dans le circuit des gaz, notamment en cas d'arrêt des pompes.

Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler. Toutes mesures sont prises pour assurer l'évacuation en toiture des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les tuyauteries. Toutes mesures sont également prises pour l'évacuation à l'extérieur sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort pour le voisinage, du gaz provenant des soupapes de sûreté.

Chapitre VIII.6 - Stockage extérieur en bouteilles et cadres

Article 117. Implantation et aménagement

L'aire extérieure de stockage de bouteilles mobiles et de cadres contenant des gaz doit être implantée à une distance d'au moins 8 mètres :

- des limites de propriété,
- de tout bâtiment construit en matériaux combustibles,
- de tout stockage de matières combustibles ou comburantes,
- de toute activité classée pour risque d'incendie ou d'explosion.

Elle est clairement délimitée (peinture au sol, etc.).

Le sol doit être étanche et, au droit du stockage de bouteilles mobiles et cadre contenant de l'acétylène dissous sous pression, réalisé en matériau inerte vis-à-vis de l'acétylène.

L'aire de stockage est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et est accessible sur une face au moins aux engins de secours.

Chapitre VIII.7 - Stockage de gaz en réservoirs cryogéniques fixes

Article 118. Stockages en réservoirs cryogéniques fixes

Les stockages de gaz en réservoir cryogénique sont limités aux volumes décrits en annexe du présent arrêté.

Cette limitation est assurée par la consigne de niveau haut lorsqu'une telle consigne est prévue par l'étude de dangers de l'exploitant.

Le niveau haut ainsi que le niveau très haut des réservoirs, tels que définis dans l'étude de dangers de l'exploitant, sont chacun mesurés par deux capteurs indépendants. Les capteurs sont reliés à une alarme reportée en salle de contrôle.

La mesure des niveau dans les réservoirs cryogéniques est de plus enregistrée en continu.

Les mesures de maîtrise des risques et les barrières de sécurité associées aux réservoirs cryogéniques sont conformes à l'étude de dangers de l'exploitant.

Article 119. Chargement et déchargement de camions-citernes à partir des réservoirs cryogéniques

Les opérations de chargement ou déchargement de camions-citernes à partir des réservoirs cryogéniques ou vers ces réservoirs selon les gaz, font l'objet d'une surveillance permanente du déchargement par le conducteur.

Un bouton d'arrêt d'urgence, signalé et facilement accessible, déclenche l'arrêt de la pompe et la fermeture de la vanne de soutirage de la citerne.

Avant toute opération, les chauffeurs de camion-citerne sont formés aux procédures d'urgence et cette formation est renouvelée de manière périodique.

Les flexibles sont équipés de systèmes anti-arrachement, leurs maintenances sont réalisées périodiquement conformément aux préconisations du constructeur.

Chapitre VIII.8 - Tuyauterie d'alimentation en hydrogène de l'unité de séparation des gaz de l'air

Article 120. Caractéristiques de la tuyauterie

La tuyauterie alimentant l'unité de séparation des gaz de l'air en hydrogène depuis l'unité de compression est partiellement enterrée et présente les caractéristiques suivantes :

- diamètre nominal : 21,3 mm ;
- longueur de tuyauterie : 10 m.

Article 121. Localisation et entretien de la tuyauterie

Le parcours de la tuyauterie figure sur un plan tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La portion enterrée de la tuyauterie susmentionnée est visitable de façon à permettre une vérification de son bon état et de son étanchéité. Les points de visite figurent sur le plan susmentionné.

Chapitre VIII.9 - Fabrication, conditionnement et stockage du gaz INOMAX

Article 122. Dispositions constructives

Le bâtiment INOMAX possède une ossature en béton de résistance au feu REI60.

Les parois externes du bâtiment INOMAX présentent des caractéristiques de résistance et de réaction au feu d'un degré au moins REI120. L'exploitant s'assure du maintien dans le temps de ces caractéristiques.

Article 123. Organisation des stockages

Dans le bâtiment INOMAX, le stockage de produits finis et de matériaux de conditionnement (cartons, plastiques, bois, etc.) est effectué en racks doubles et simples sur 5 niveaux, sur une hauteur maximale de 8 mètres.

Le stockage du gaz « INOMAX » est restreint exclusivement à l'intérieur du bâtiment INOMAX.

Chapitre VIII.10 – Atelier de conditionnement et de stockage des gaz médicaux

Article 124. Organisation des stockages au sein de l'atelier de conditionnement et de stockage des gaz médicaux

Le stockage des gaz médicaux est limité à l'intérieur de l'atelier de conditionnement et de stockage des gaz médicaux. Le stockage de matières ou produits inflammables au sein de cet atelier est interdit.

Chapitre VIII.11 - Installations photovoltaïques

Article 125. Description des installations

Les installations photovoltaïques sont réparties comme suit :

- panneaux en toiture sur le bâtiment INOMAX : 1006 m², puissance de 156,2 kWc, production annuelle estimée à 158,15 MWh ;
- 2 ombrières au-dessus du parking de véhicules légers au sud (à côté de l'unité ASU) et 2 ombrières au-dessus du parking de véhicules légers au nord (à côté du bâtiment INOMAX) : 880 m², puissance de 181,8 kWc, production annuelle estimée à 190,78 MWh ;
- panneaux sur plot et sur table au sol respectivement à l'ouest et à l'est du bâtiment INOMAX : 4014 m², puissance de 644,2 kWc, production annuelle estimée à 747 MWh.

Article 126. Respect des textes applicables

Les installations photovoltaïques respectent les dispositions prescrites par la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé.

Article 127. Plan des installations

L'exploitant tient à jour un plan de masse recensant les installations photovoltaïques et les cheminements entre les lignées des panneaux du parc au sol.

Ce plan est tenu à disposition des services de secours et d'incendie ainsi que de l'inspection des installations classées.

TITRE IX - ECHEANCES

Le présent titre récapitule les échéances relatives aux actions à effectuer par l'exploitant ou aux documents à transmettre à l'inspection des installations classées.

Article du présent arrêté	Action à réaliser ou document à transmettre	Échéance
Article 22. Surveillance de l'impact des activités sur la qualité de l'air	Campagne de mesures des émissions diffuses de NO ₂ au sein des installations et transmission des résultats à l'inspection des installations classées	6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté
Article 23 Mise à jour de l'étude d'impact	Mise à jour de l'étude d'impact compte tenu des observations formulées par l'exploitant sur le retrait des chaudières à fioul, et le cas échéant des résultats des mesures réalisées en application de l'article 22 Transmission de l'étude d'impact mise à jour à l'inspection	8 mois à compter de la date de notification du présent arrêté
Article 39 Convention de déversement dans un réseau urbain	Justification que les conditions fixées par l'autorisation de rejets en date du 17 novembre 2016 susvisée demeurent applicables, et le cas échéant sollicitation d'une mise à jour de cette autorisation auprès de la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif	2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté
Article 41 Amélioration de la gestion des eaux pluviales	Etude de l'impact de cette installation sur la gestion des eaux pluviales (état initial, état projet, état projet avec proposition le cas échéant de mesures compensatoires), qu'il transmet à l'inspection des installations classées Le cas échéant et selon les résultats de l'étude précitée, les mesures compensatoires identifiées	Préalablement au démarrage des travaux d'installation de panneaux photovoltaïques au droit de la parcelle AK n° 86
Article 54 Mesure des niveaux sonores	Mesures de niveau de bruit et de l'émergence	Dès la réalisation des modifications de l'acoustique décrites dans le dossier de demande, relatives aux nuisances sonores provoquées par l'unité de séparation des gaz de l'air
Article 54. Mesure des niveaux sonores	Transmission des résultats des mesures de niveau de bruit et de l'émergence susmentionnées	Dès obtention
Article 64 Amélioration des propriétés	Étude de la conformité du site vis-à-vis des exigences mentionnées à l'Article 63	Avant le 31 octobre 2025

Article du présent arrêté	Action à réaliser ou document à transmettre	Échéance
des bâtiments et locaux	Identification le cas échéant des travaux de mise en conformité	
Article 64 Amélioration des propriétés des bâtiments et locaux	Mise en œuvre des travaux de mise en conformité identifiées dans l'étude susmentionnée	Avant le 30 avril 2026
Article 78 Confinement des eaux susceptibles d'être polluées	Mise en œuvre des capacités nécessaires au confinement des eaux utilisées lors d'un incendie et justifier de leur caractère suffisant	6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté
Article 96 Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Mesure du débit fourni par les moyens de défense extérieure contre l'incendie (poteaux incendie), y compris en fonctionnement simultané et avec le déluge et transmission des résultats à l'inspection des installations classées.	6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté
Article 99 Plan d'opération interne	Mise à jour du plan d'opération interne de l'exploitant et transmission à l'inspection des installations classées ainsi qu'au service de prévention industrielle du service d'incendie et de secours des Yvelines	6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté

TITRE X DISPOSITIONS FINALES

Article 128. Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://citoyens.telerecours.fr>):

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;

2°) par les tiers intéressés, dans le délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif interrompt le cours du délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R 181-51 du code de l'environnement).

Article 129. Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Porcheville et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Porcheville pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé aux conseils municipaux de Porcheville, Fontenay-Saint-Père, Gargenville, Guerville, Guitrancourt, Issou, Limay, Mézières-sur-Seine, Mantes-la-Jolie et Mantes-la-Ville ainsi qu'au conseil communautaire de la communauté urbaine de Grand Paris Seine & Oise ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 130. Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le Sous-préfet de l'arrondissement de Mantes-la-Jolie, le maire de Porcheville, la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Versailles, le 31 juillet 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,
Signé
Victor DEVOUGE

ANNEXE– DISPOSITIONS CONFIDENTIELLES

non publiée conformément à l’Instruction du Gouvernement du 12 septembre 2023 relative à la mise à disposition et aux conditions d’accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d’actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l’environnement